

Forums internationaux virtuels pour les jeunes 2021

Pour une reprise économique post-COVID
verte et inclusive



Paralysé par la pandémie de Covid-19, le Monde a subi un arrêt forcé de la mondialisation et du libre-échange. Au cœur de la catastrophe internationale la plus marquante du 21^e siècle, il est de notre devoir de remettre en question les décisions de nos gouvernements. Si les yeux sont rivés sur la situation actuelle de la pandémie, il est toutefois de notre obligation de remettre en cause la gestion de nombreux autres aspects. Ainsi, il est temps d'utiliser notre voix, de citoyen.nes du Québec, du Togo, de la Bolivie et du Pérou pour lancer l'appel aux gouvernements et à ceux qui nous tendent l'oreille d'écouter l'alarme qui sonne. Nous voici, lanceurs.es d'alerte, criant à qui veut bien l'entendre qu'il est nécessaire de ne pas espérer un retour à la normale. Cette normalité devrait être chose du passé. La sonnette d'alarme de l'urgence climatique devrait être déclenchée, l'égalité homme-femme acquise et le développement durable demeurer notre seule vision d'avenir. Voici que nous écrivons ce qui nous semble être des demandes et des besoins de première nécessité. S'il est question de réveiller un sentiment d'urgence dans l'esprit collectif, le texte présenté sert aussi de pistes de solutions et de demandes concrètes. Écrit dans le cadre du Forum international des jeunes organisé par le CRÉDIL, cette Déclaration nous sert de voie d'expression pour nos inquiétudes les plus profondes. Après plusieurs concertations et échanges entre nos diverses cultures, nous avons pu mettre en commun nos connaissances et idées pour créer un texte à portée internationale. En lien avec cinq objectifs de développement durable des Nations Unies, nous présentons les enjeux les plus importants et des idées concrètes pour remédier à cette situation problématique.

Les groupes de jeunes,

Considérant que l'égalité des genres « n'est pas seulement un droit fondamental à la personne, elle est aussi un fondement nécessaire pour l'instauration d'un monde pacifique, prospère et durable ».

Ayant à l'esprit que « les changements climatiques affectent désormais tous les pays sur tous les continents, qu'ils perturbent les économies nationales et affectent des vies ».

Convaincus que le développement durable est la voie de développement que nous devons prendre afin d'assurer la croissance économique tout en répondant à divers besoins sociaux

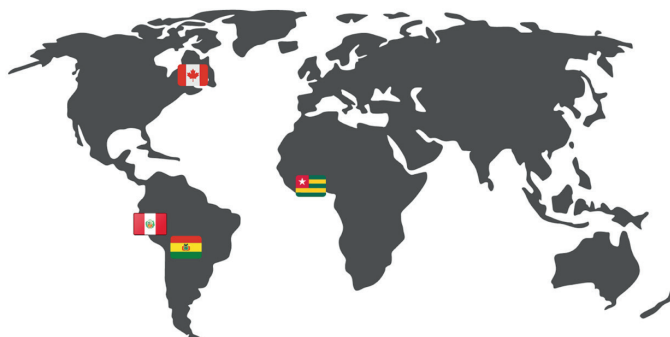
Tenant compte que « l'éducation est la clé qui permettra d'atteindre de nombreux autres objectifs de développement durable ».

Affirmant que la prochaine décennie doit être marquée d'actions concrètes individuelles et collectives afin d'atteindre l'Agenda 2030 des Nations Unies.

Adoptent la Déclaration pour une reprise économique post-Covid verte et inclusive.

REMERCIEMENTS

Entre février et avril 2021, des rencontres ont eu lieu de manière virtuelle pour joindre plus de 35 jeunes âgés entre 14 et 29 ans originaires de Bolivie, du Québec, du Pérou et du Togo. Ces jeunes habitent dans des zones rurales, périurbaines et urbaines et quelques-uns proviennent de communautés autochtones originaires. Les réflexions sur les enjeux globaux ici abordés et les pistes de solutions proposées dans cette Déclaration sont le fruit du travail d'échange, de concertation et de dialogue entre les jeunes.



Nous tenons à remercier les participant.es des Forums qui se sont présenté.es à chacune des séances et qui ont partagé leurs idées, leurs points de vue et leurs expériences. Leur participation a permis d'enrichir les discussions et d'entamer des réflexions porteuses d'avenir.

Nous tenons à remercier les trois rédactrices de cette Déclaration, Oriane Rullier, Esther Sebastine et Ana Martin Nuñez Arotoma. Leur engagement dans le projet a permis de présenter aujourd'hui cette Déclaration pour une reprise économique post-Covid verte et inclusive.



Nous tenons également à remercier les responsables des groupes au sein de chacune des organisations d'avoir mobilisé et encadré les jeunes de leur groupe respectif : Orlando Edwin Cundia Alarcon au Pérou, Roxana Gonzales en Bolivie, Dzifa Zenyo et Assimassi Kossi François Satro au Togo et Alexandra Bidégaré au Québec

Finalement, nous remercions l'Association Découverte Togo Profond (Togo), la Red Ecologica Interinstitucional Hatun Sacha (Pérou) et PRODECO-Proyecto de Desarrollo Comunitario (Bolivie) pour leur collaboration afin de réaliser ce projet et permettre de créer des espaces d'échanges pour les jeunes engagés.



5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES



PARTIE I – L'égalité de genre

Objectif : Parvenir à l'égalité entre les sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

L'inégalité entre les sexes est l'un des graves problèmes auxquels le monde est confronté, affectant directement la coexistence

sociale. Le problème du genre est structuré à partir des fonctions sociales attribuées à chaque sexe, fonctions qui sont ensuite normalisées et qui sont liées au contexte socioculturel d'un certain espace social. Le problème du genre acquiert ainsi un caractère général, mais aussi particulier.

L'identification des inégalités entre les sexes est une nécessité pour s'assurer que toutes les personnes participent de manière égale aux sphères sociales, économiques et politiques. Ces dernières années, les gouvernements, les institutions et les individus se sont engagés à promouvoir l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. Grâce à cela, il est possible de formuler des politiques publiques, des programmes et des recherches qui servent à éliminer les inégalités. Ainsi s'est développé « l'approche genre » qui permet aux citoyens du monde entier d'avoir accès aux mêmes droits et devoirs, sans être discriminés ou relégués en raison de leur condition de genre.

Tenant compte de cela, les jeunes impliqués dans les Forums ont proposé des solutions alternatives pour l'inégalité des genres à partir de différentes perspectives correspondantes aux pays impliqués dans ce document. Les problèmes et les pistes de solutions sont présentés du point de vue de chaque jeune citoyen de ces quatre pays, permettant ainsi d'approfondir la réflexion sur la problématique du genre.

L'inégalité entre les sexes est reproduite partout dans le monde. Le Pérou est classé 66^e dans le monde avec 71,4% d'écart entre les sexes et la Bolivie est classée 42^e, avec 73,4% en termes de genre. Le Togo est classé 140, avec un indice de 65,1% et le Canada est classé 19 avec un indice de 0,13%, un chiffre qui est éclipsé par l'augmentation des féminicides ces dernières années (datosmacro.com, 2020). Ces indices incorporent des études menées sur la participation dans les sphères politique, économique, sociale, éducative, de la santé et du travail.

L'ÉNONCÉ 1 VISE À AMÉLIORER L'ACCÈS À L'ÉDUCATION POUR LES FILLES ET LES FEMMES

L'inégalité qui subsiste entre les hommes et les femmes est intrinsèquement liée au niveau d'éducation des filles. En effet, les filles sont beaucoup moins scolarisées que les garçons et l'accès à une éducation de base est très difficile pour celles-ci. De nombreux facteurs liés à la construction sociale du genre féminin bloquent, ralentissent ou entravent les femmes dans leur droit de s'instruire. Au sein de certaines sociétés, l'accès à l'école dès un jeune âge peut être compromis par le simple fait d'être une fille. Pour d'autres sociétés qui protègent l'accès à l'éducation de tous les enfants jusqu'à un certain âge, l'accès à certains programmes d'études supérieures et la valorisation de certains métiers est encore genré. De plus, de nombreuses raisons hors du contrôle des filles peuvent les pousser à devoir arrêter leur parcours scolaire involontairement. Une grossesse, un mariage forcé ou les travaux domestiques ne sont que quelques exemples de ces facteurs qui expliquent un plus faible taux de scolarisation des femmes dans le monde. En effet, des 780 millions de gens analphabètes, 520 millions sont des femmes. L'alphabétisme et l'éducation supérieure augmentent les opportunités de travail et d'ainsi gagner un revenu. Ce revenu permet une indépendance économique et égalise le pouvoir décisionnel au sein de la famille. Ainsi, afin d'aider à sortir les femmes d'une inégalité creusée par un système patriarcal profondément ancré sur la valeur économique du travail de l'homme, nous demandons l'adoption des solutions suivantes :

Solution 1.1 : S'assurer que les gouvernements adoptent des lois visant l'interdiction du mariage forcé afin de favoriser la fréquentation scolaire des filles et des femmes à tous les cycles d'étude.

Solution 1.2 : Mettre en place des services favorisant l'éducation des filles au sein des écoles. Par exemple, créer des cantines scolaires à l'école pour réduire les tâches domestiques à accomplir à la maison.

Solution 1.3 : Sensibiliser sur l'importance d'un accès à l'éducation, principalement pour les femmes, et d'une équité de genre dans toutes les sphères sociétales.

Solution 1.4 : Favoriser l'accès de toutes les femmes à des programmes d'alphabétisation afin d'apprendre à lire et à écrire aux femmes ayant dû quitter l'école involontairement.

Solution 1.5 : S'assurer que tous les gouvernements adoptent des lois afin que tous les enfants aillent à l'école jusqu'à l'âge minimal de 16 ans et afin d'interdire l'exclusion à la scolarisation pour les filles.

Solution 1.6 : Faire de la sensibilisation quant à l'utilisation de moyens de contraception et favoriser une éducation sexuelle pour tous et toutes afin de permettre aux femmes de faire des choix éclairés et d'éviter de devoir quitter l'école à cause d'une grossesse non-désirée.

Solution 1.7 : Valoriser et encourager la présence des femmes dans les métiers non traditionnellement associés au féminin.

L'ÉNONCÉ 2 VISE À CRÉER UNE CULTURE FÉMINISTE D'ÉGALITÉ DES GENRES POUR FAVORISER L'ÉMERGENCE DE MASCULINITÉS POSITIVES

Le machisme est un problème social et culturel. La culture machiste renvoie à un mode de vie où la masculinité est configurée comme sujet de pouvoir et oriente les constructions sociales en termes de modes de vie. Ainsi, le féminin devient une catégorie sociale reléguée et invisible. La culture machiste est présente dans toutes les sociétés, de telle manière qu'elle affecte la coexistence sociale. L'un des grands problèmes causés par cette culture machiste est la restriction imposée aux femmes d'accéder à l'éducation, à la liberté économique et/ou au travail et à la participation politique et citoyenne. D'autre part, le masculin est identifié comme le sexe fort rejetant les comportements qui ne sont pas associés aux attributs masculins traditionnels, comme exprimer ses émotions ou pleurer. Le masculin devient ainsi l'axe principal de la culture machiste, tout en étant aussi très affecté. Voici quelques solutions pour favoriser une culture égalitaire qui promeut les masculinités positives et l'autonomisation des femmes.

Solution 1.8 : Établir des politiques publiques orientées vers l'autonomisation des femmes, à partir des espaces sociaux conventionnels comme l'école. Assurer un suivi permanent de cet aspect social.

Solution 1.9 : Mettre en place des politiques publiques qui servent à reconfigurer la construction sociale du masculin (masculinités positives) et à construire une société beaucoup plus égalitaire. En outre, il est important de soutenir le développement et l'autonomisation des femmes dans le contexte social, culturel, économique et politique. Ce changement doit être travaillé depuis l'école.

Solution 1.10 : Former des alliances stratégiques entre l'école et la maison de manière à ce que l'éducation formelle et informelle soient complémentaires, afin de développer conjointement des masculinités positives et l'autonomisation des femmes.

Solution 1.11 : Faire davantage de plaidoyers auprès des gouvernements pour le respect des lois existantes qui permettent l'égalité des sexes. De même, former des alliances avec des institutions non gouvernementales pour le développement adéquat de l'égalité des sexes, en tenant compte du contexte socioculturel d'une société donnée.

SCOLARISATION DES FEMMES AU QUÉBEC

Au Québec, les écarts les plus marqués s'observent dans le domaine de l'architecture, du génie et des services connexes (beaucoup plus fréquent chez les hommes), ainsi que ceux de la santé et des domaines connexes, ainsi que ceux du commerce, de la gestion et de l'administration publique (plus répandus chez les femmes).

Au Togo il y a un adage qui dit qu'« éduquer la jeune fille c'est éduquer la nation tout entière ». Il va de l'intérêt de l'humanité que les filles et les garçons reçoivent la même éducation.



Sensibilisation sur la violence de genre au Pérou



Suivi avec les familles au Togo

L'ÉNONCÉ 3 VISE À RECONNAÎTRE LE TRAVAIL DES FEMMES ET DÉVELOPPER UNE MEILLEURE DIVISION DU TRAVAIL DOMESTIQUE

Pendant longtemps le travail des femmes n'a pas été pris en compte dans les calculs macroéconomiques. Le travail improductif et productif que font les femmes fait que des traitements préjudiciables leur sont réservés. Malgré le fait que le temps de travail des femmes est nettement supérieur à celui des hommes, elles n'ont pas une reconnaissance sociale ni économique pour ce travail additionnel. Les attributions sociales liées aux sexes font que les femmes doivent plus souvent rester à la maison afin d'assurer les travaux domestiques, ce qui ne leur donne pas un accès à un revenu décent et les rend dépendantes économiquement face à leur partenaire. Le pouvoir économique du mari limite le pouvoir décisionnel de la femme au sein de la famille et dans sa propre vie. Il l'appauvrit, la dévalorise et la rend plus vulnérable. Cette charge de travail invisible limite aussi la possibilité d'emploi à temps plein de la femme. Ainsi, nous demandons l'adoption des solutions suivantes:

Solution 1.12 : Initier ou renforcer des programmes d'éducation et de sensibilisation populaires sur une meilleure répartition des charges domestiques dans la famille, afin que les tâches ne reposent pas uniquement sur les femmes.

Solution 1.13 : Permettre un accès à des opportunités de travail rémunéré pour tout le monde. Le premier pas consiste à promouvoir l'éducation de la jeune fille et des femmes en générale dans tous les domaines, ainsi qu'à instaurer une politique favorisant la parité dans la distribution des postes dans l'administration, au niveau du gouvernement et dans tous les secteurs d'activités.

Solution 1.14 : Briser les traditions et les stéréotypes qui restreignent l'autonomisation des femmes. Mettre fin à des traditions encore existantes comme le mariage arrangé ou forcé par les parents et la croyance qui dit que la femme est faite pour rester à la maison, afin de soutenir leur entière émancipation dans la société.

Les statistiques de l'enquête démographique et de la santé au Togo indiquent que les femmes sont deux fois moins nombreuses à trouver un travail bien rémunéré. Quelle que soit la catégorie d'emploi, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à ne pas avoir d'instruction et de qualification.



Atelier de sensibilisation sur la violence de genre au Pérou



Appui à des groupements de femmes au Togo



Émission de radio sur la violence de genre en Bolivie

13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES



PARTIE II – Lutte aux changements climatiques

Le changement climatique est un problème mondial qui affecte tous les êtres vivants indépendamment des frontières ou des drapeaux. Ce problème

résulte de l'action des gaz à effet de serre dans l'atmosphère terrestre, gaz émis par les activités humaines comme la combustion de combustibles fossiles (pétrole) et la production industrielle.

Ce problème mondial a de grandes conséquences, affectant tous les écosystèmes de la planète et les espèces qui en dépendent. Par exemple, la fonte des glaciers terrestres cause la destruction de l'habitat du désormais célèbre ours polaire. L'humanité n'est pas exempte de ces conséquences. Les populations souffrent de grandes vagues de chaleur, de sécheresses, de pluies torrentielles, d'inondations et d'une grande variété de catastrophes naturelles.

Penser le changement climatique, c'est penser l'environnement de manière holistique et en prendre soin. C'est pourquoi il est nécessaire de réfléchir à l'éthique humaine et à sa relation avec l'environnement. L'éthique environnementale englobe de nombreux enjeux qui convergent finalement dans une remise en cause sociale, culturelle, collective et individuelle de la responsabilité que nous avons de prendre soin de l'environnement.

Cependant, cette éthique environnementale est rendue invisible par la production excessive de biens et de services émanant d'une consommation excessive, laissant de côté la responsabilité que nous avons de prendre soin de l'environnement. Un exemple clair est l'augmentation de la production de voitures, de meubles, de bijoux, de vêtements, etc. En conséquence, cette consommation génère des augmentations dans l'extraction minière, l'exploitation pétrolière, la déforestation des forêts, l'exploitation animale, etc.

Il convient de noter que les pays appartenant aux Nations Unies (ONU) ont travaillé ensemble pour minimiser l'impact du changement climatique sur la Terre. Des alliances se sont formées entre les pays pour appliquer des politiques et des méthodes qui contribuent à réduire ce problème.

À travers les espaces de dialogue créés par les Forums internationaux, nous souhaitons contribuer et opter pour des propositions qui surgissent à partir de ce travail de réflexion sur les changements climatiques. Dans ce qui suit, nous présenterons les problèmes et les solutions que nous avons identifiés lors de ces Forums.

Les effets du changement climatique sont énormes et ils sont interreliés. Pour pouvoir bien résoudre l'un, il faut forcément voir l'autre. Pour cette raison, les solutions proposées par les jeunes ciblent la problématique des changements climatiques de façon générale. Ces effets doivent être atténués pour le bien-être de la génération présente et des générations à venir.

Solutions au niveau *gouvernemental* :

Solution 2.1 : Limiter les migrations internes en créant des opportunités économiques hors des villes, en développant les infrastructures nécessaires à l'amélioration de la qualité de vie en dehors des villes et en augmentant la résilience des ménages ruraux.

Solution 2.2 : S'assurer de la mise en application effective des lois existantes pour la protection de l'environnement et établir des plans de gestion et d'utilisation durable du territoire adaptés aux contextes socioculturels locaux et effectuer un contrôle strict de ceux-ci.

Solution 2.3 : Créer des incitatifs pour l'adoption de sources d'énergies vertes et l'utilisation des moyens de transport à faibles émissions.

Solution 2.4 : Développer des technologies et des sources d'énergie vertes et durables en favorisant des partenariats pour la recherche et en investissant dans la recherche et le développement.

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET COVID:

L'aggravation du changement climatique s'est poursuivie de manière alarmante en 2020, en faisant l'une des trois années les plus chaudes jamais enregistrées selon les experts de l'ONU.

Solutions au niveau des *collectivités* :

Solution 2.5 : Sensibiliser le public aux divers enjeux climatiques grâce aux médias traditionnels et aux médias sociaux en y partageant de l'information fiable et diversifiée. Cette diffusion d'information doit permettre au public d'orienter ses choix économiques et politiques de façon éclairée.

Solution 2.6 : Développer les connaissances quant à la gestion communautaire des ressources naturelles, par exemple en cartographiant les espaces naturels afin d'en assurer une protection adéquate.

Solution 2.7 : Sensibiliser quant à la protection des ressources naturelles et au partage équitable de celles-ci.

Solution 2.8 : Identifier les impacts sexospécifiques des changements climatiques et la mise en place de mesures pour y répondre tout en impliquant les femmes dans les processus décisionnels et au sein des instances politiques.

Solution 2.9 : Créer des espaces de débats et d'échanges de pratiques en matière d'environnement afin de développer une conscience environnementale collective.

Solution 2.10 : Promouvoir la gestion participative et communautaire des ressources naturelles tout en valorisant les expériences et connaissances traditionnelles des peuples originaires.

Solution 2.11 : Favoriser des méthodes d'agriculture et d'élevage durables en encourageant l'utilisation de variétés résilientes aux changements climatiques, en créant des couloirs de transhumance, en gérant de façon intégrée la fertilité des sols, en utilisant l'eau de façon efficace, en adoptant des pratiques résilientes et régénératives comme l'agroforesterie, etc.

Solutions au niveau *individuel* :

Solution 2.12 : Se renseigner sur les enjeux environnementaux en consultant des sources fiables et prendre l'initiative de modifier des habitudes de vie nuisibles pour l'environnement. Faire des choix politiques qui représentent des valeurs et une conscience environnementale.

Solution 2.13 : Utiliser les transports en commun et les moyens de transport faibles en émissions.



Activité découverte au Québec



Séchoir solaire au Pérou



Panneau solaire en Bolivie



Compost au Togo

PARTIE III – Objectifs de développement durable spécifiques à chaque pays

**Pour la partie suivante, la méthodologie a été différente. Chaque groupe a identifié l'Objectif de développement durable sur lequel il voulait travailler. Les jeunes ont ensuite préparé du contenu en lien avec cet ODD afin de le partager aux autres groupes. Le Forum a donc porté sur les quatre ODD identifiés par les groupes. Les objectifs choisis sont les suivants : 3 (Santé et bien-être), 4 (Éducation de qualité), 10 (Inégalités réduites) et 15 (Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres).*



3.1 Togo : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres

Les enjeux affectant les écosystèmes terrestres sont nombreux. En premier lieu, la déforestation est une cause grandissante de destruction d'habitats et de perte de biodiversité. Aujourd'hui il est dit que les forêts du monde se font couper à la vitesse de deux terrains de football par seconde. La perte du couvert forestier cause la destruction des habitats de nombreuses espèces, affecte la pluviométrie des régions et change la qualité des sols.

Associées à une pression continue pour la croissance économique et une augmentation démographique rapide, la désertification est aussi un des enjeux qui représente une menace pour la sécurité alimentaire des populations vivant dans certaines zones arides.

Les écosystèmes terrestres sont également une source importante de biodiversité. Celle-ci constitue un atout universel pour les générations présentes et futures, autant sur les plans écologiques, alimentaires, économiques, médicaux que culturels. Par sa possibilité de se ressourcer et de s'adapter, la diversité d'une communauté de vie est un facteur même de sa survie. Malheureusement, la destruction des habitats terrestres menace directement cette biodiversité.

Dans le monde entier, 350 millions d'hectares sont touchés par des feux de brousse ou de végétation chaque année. Dans 75% des cas, ces feux sont accidentels ou dus à des gestes de négligence des hommes. On signale chaque année des morts, des pertes de récoltes et d'habitations, voire des villages détruits par les incendies de forêt sans compter l'impact sur les services fournis par les écosystèmes.

Au cours du XX^e siècle, il est estimé que 50% des zones humides du monde ont disparu. Elles ont été converties en terres agricoles ou coupées de leur approvisionnement en eau par la construction de grands barrages. Dans les zones côtières, où sont situées la plupart des industries, les décharges industrielles incontrôlées constituent un fardeau important pour la qualité de l'eau.

Pour faire face à ces problématiques nuisant aux écosystèmes terrestres et en complément des solutions proposées en matière de changements climatiques, nous demandons de :

Solution 3.1.1 : Promouvoir l'éducation relative à l'environnement dans tous les secteurs de la société, mais particulièrement en formant des clubs environnementaux dans les écoles et dans les communautés ;

Solution 3.1.2 : Assurer une bonne gestion des ressources forestières et faire des actions de boisement et de reboisement ;

Solution 3.1.3 : Repenser la consommation en appliquant des stratégies de réduction, réutilisation, revalorisation et recyclage dans une logique d'économie circulaire.

Solution 3.1.4 : Organiser des campagnes d'information en faveur de l'utilisation des produits naturels non toxiques et biodégradables ;

Solution 3.1.5 : Lutter contre les feux de brousse et les pratiques d'agricultures intensives sur brûlis ;

Solution 3.1.6 : Favoriser la mise en place d'une agriculture de proximité s'appuyant sur des pratiques agroécologiques comme l'agroforesterie;

Solution 3.1.7 : Assurer une utilisation optimale de l'eau et réduire les quantités utilisées que ce soit par les ménages ou les industries ;

Solution 3.1.8 : Promouvoir une diversification des espèces utilisées à des fins agricoles et productives.

L'Afrique possède le taux de déforestation le plus rapide du monde. Actuellement, le couvert forestier productif total du Togo est d'environ 386 000 ha soit un taux de 6,8% de la superficie nationale.



3.2 Québec : Inégalités réduites

La pandémie de COVID-19 a mis en évidence les inégalités existantes et les a exacerbées entre les pays,

et au sein même des pays, que ce soit au niveau économique, social, politique ou environnemental. D'une part, au sein des pays, des inégalités existent et mettent des personnes en situation de vulnérabilité face au système néolibéral et patriarcal. D'autre part, ces relations inégales se perpétuent entre les pays puisque le système en place bénéficie à certains États tout en maintenant d'autres pays dans une situation de vulnérabilité.

Dans le contexte de ce Forum, le groupe du Québec s'est penché sur la question des inégalités au sein même des pays. Certains groupes de populations se trouvent marginalisés et vulnérabilisés dans plusieurs endroits du monde en raison d'une ou plusieurs caractéristiques qu'ils.elles possèdent. Ces personnes se voient discriminées de différentes façons dans leur quotidien en raison d'appartenance à des groupes culturels, religieux, ethniques, de genre, etc. L'octroi de privilèges à certaines personnes et le non-respect des droits d'autres selon leur appartenance à un ou différents groupes est un phénomène qui survient dans plusieurs pays. C'est le cas par exemple des populations autochtones au Canada ou de certaines ethnies au Togo qui vivent du racisme systémique. La discrimination envers les peuples autochtones à travers le monde fait d'ailleurs partie des inégalités que nous adressons aujourd'hui. Chaque personne devrait pouvoir jouir de ses droits et d'une égalité indépendamment de son appartenance à un ou des groupes particuliers.

Afin de réduire les inégalités au sein des pays, nous demandons:

Solution 3.2.1 : Assurer une représentation politique diversifiée et inclusive à tous les paliers de gouvernement en adoptant des mesures de discrimination positive temporaire si nécessaire.

Solution 3.2.2 : Éliminer toute loi discriminatoire au sein d'un pays.

Solution 3.2.3 : Reconnaître les passés coloniaux propres à chaque pays dans une optique de dialogue et de réconciliation. Cette reconnaissance doit passer par un enseignement de l'histoire inclusif et représentatif de ces passés coloniaux.

Solution 3.2.4 : Écouter et favoriser l'intégration des savoirs ancestraux quant à la lutte aux changements climatiques et dans les processus de préservation de l'environnement.

Solution 3.2.5 : Offrir des cours de langues originaires dans les écoles à différents cycles afin de rapprocher les cultures et de favoriser l'inclusion de tous et toutes.

Solution 3.2.6 : Créer des espaces d'échanges et de partages culturels inclusifs et diversifiés permettant de rapprocher les cultures et de favoriser l'empathie entre tous et toutes.

Au plan individuel :

Solution 3.2.7 : Faire les efforts nécessaires pour être un bon allié en écoutant, en s'informant, en informant les gens, en partageant, en étant ouvert, en étant sensible aux autres, en acceptant qu'il arrive de faire des erreurs et en se réajustant.

Solution 3.2.8 : S'intéresser aux différentes cultures en choisissant des artistes, des réalisateurs, des producteurs issus de groupes minoritaires.

Solution 3.2.9 : Participer à des ateliers, des activités ou des événements de partage et d'apprentissage de façon respectueuse et ouverte.



3.3 Pérou : Santé et bien-être

L'ODD 3 sur la santé et le bien-être a acquis une signification bien plus importante mondialement dans le contexte actuel de pandémie, le plaçant comme l'ODD principal. Aucun pays n'a échappé à ce contexte, de telle manière que les lacunes des différents systèmes de santé ont été rendues visibles. Avec l'arrivée de la COVID-19, les systèmes de santé se sont effondrés, la COVID occupant le devant de la scène tandis que d'autres maladies ont été laissées de côté. C'est le cas de la santé mentale qui en ces temps de pandémie s'est détériorée à un point tel que les suicides et les troubles mentaux comme la dépression ont augmenté. Les quarantaines obligatoires et les différentes situations familiales ont créé un environnement propice à l'émergence de cas de violence familiale. D'un autre côté, la santé reproductive a également été affectée avec des augmentations observables des viols et des grossesses non désirées. De même, la consommation de drogues et d'alcool est passée inaperçue alors que la consommation de ces stupéfiants est en augmentation.

Par conséquent, les jeunes du Pérou ont décidé d'aborder l'ODD 3 sur la santé et le bien-être en identifiant les défis rencontrés dans la communauté dans le domaine de la santé et du bien-être et en présentant les solutions possibles.

L'énoncé 1 vise à améliorer l'accès à la santé mentale

La santé mentale a été stigmatisée dans divers endroits, négligeant son importance vitale pendant longtemps. En période de coronavirus, cela est devenu une priorité, car les relations sociales distantes ou inexistantes sont devenues la normalité. Bien que de nombreux mécanismes aient été adoptés pour maintenir nos relations sociales, la peur de l'inconnu a altéré et détérioré la santé mentale. De la même manière, certains rites sociaux comme les rites mortuaires ont été altérés par l'interdiction des funérailles et des réunions, générant un problème émotionnel pour les personnes qui ont perdu leurs proches.

Solution 3.3.1 : Adopter des politiques et des mesures qui favorisent la protection contre l'apparition de futures épidémies ou pandémies, en tenant également compte de la protection de la santé mentale de la population.

Solution 3.3.2 : Identifier les espaces publics en plein air, lieux de loisirs, pour favoriser les loisirs de plein air tout en respectant les mesures sanitaires.

Solution 3.3.3 : Sensibiliser les gens à l'importance des soins de santé mentale.

Solution 3.3.4 : Offrir des services publics de santé mentale pour tous.



Prévention de la Covid au Pérou

L'énoncé 2 vise à améliorer l'accès à la santé reproductive

Pendant le confinement obligatoire, les droits sexuels et reproductifs ont été violés. L'accès aux contraceptifs a été difficile, les grossesses non désirées se sont multipliées ainsi que les viols et les actes de pédophilie. De même, la violence à l'égard des femmes et des enfants a augmenté de telle sorte que la maison est devenue un endroit dangereux pour beaucoup.

Solution 3.3.5 : Mettre en place des politiques publiques qui interviennent directement dans cette problématique, en ajoutant des causeries et des accompagnements aux victimes et aux personnes sexuellement actives.

Solution 3.3.6 : Créer un espace au sein du champ de la santé exclusivement dédié aux soins de santé reproductive, ce qui est très important.

L'énoncé 3 vise à améliorer la prévention et le traitement de la consommation de drogues et d'alcool

Pendant le confinement, à certains endroits, il y a eu une augmentation de l'abus d'alcool et de la consommation de drogues, entraînant une augmentation de la violence familiale. D'autre part, la sécurité des citoyens étant principalement axée sur le contrôle du respect de la quarantaine, les drogues avaient un flux inaperçu dans la société. D'autres problèmes découlent de cette consommation de drogues et d'alcool, comme la mendicité, la violence et la maltraitance des enfants.

Solution 3.3.7 : Créer un contexte sûr pour les loisirs des gens, en identifiant des espaces sûrs qui servent à cette fin.

Solution 3.3.8 : Établir des politiques publiques permettant le soutien et le développement de programmes de lutte contre la consommation de drogues et d'alcool.



Sensibilisation en lien avec la Covid en Bolivie



Formation d'équipe de veille en réponse à la pandémie au Togo



3.4 Bolivie : Éducation de qualité

Au cours des échanges en lien avec les objectifs de développement durable, un enjeu central est revenu dans chacune des discussions: l'importance de l'éducation.

Qu'elle soit formelle ou informelle, l'accès à l'éducation pour tous et toutes et à tous les niveaux d'études est essentiel pour arriver à réaliser l'Agenda 2030 des Nations Unies et assurer une reprise économique post COVID verte et inclusive. Il s'agit en effet d'un point tournant dans l'atteinte des ODD et pour assurer un futur où chaque personne aura l'opportunité et le pouvoir de faire ses propres choix. L'éducation est aussi un outil puissant pour favoriser la paix, l'inclusion et la lutte aux changements climatiques.

Bien que l'accès à l'éducation pour tous et toutes soit une clé de l'atteinte des ODD et une reprise économique verte et inclusive, elle n'est pas assurée au même niveau pour tous et toutes au sein des populations. Pour certaines personnes au sein de la population, l'accès à l'éducation est plus facilement compromis. C'est le cas pour les personnes vulnérables financièrement, les personnes avec un handicap, les personnes vivant en milieu rural et les filles. La pandémie a d'ailleurs augmenté ces inégalités d'accès à l'éducation pour ceux et celles n'ayant pas accès à une connexion internet et au matériel informatique nécessaire pour suivre des cours à distance. Bien que les jeunes participant au projet ont mentionné avoir acquis de nouvelles compétences de façon informelle ou autonome au cours de la pandémie, les écarts se sont ainsi creusés quant à l'accès à l'éducation formelle.

Pour ces raisons, et en complément aux autres solutions liées à l'éducation, nous demandons de :

Solution 3.4.1 : Valoriser l'éducation populaire et informelle pour permettre aux enfants et aux jeunes de continuer à apprendre quand l'éducation formelle n'est pas accessible

Solution 3.4.2 : Offrir des programmes éducatifs inclusifs, adaptés et appropriés aux besoins et capacités de tous les enfants.

Solution 3.4.3 : Permettre un accès équitable à internet pour tous et toutes et que du matériel technologique soit mis à la disposition des étudiant.es lorsque les cours ne peuvent se suivre en classe.

Solution 3.4.4 : Assurer une éducation inclusive en adaptant l'accès pour différentes réalités, qu'elles concernent une adaptation d'horaire en raison de la charge de travaux domestiques, les soins d'enfants à charge ou encore une adaptation physique pour pallier un handicap.

Solution 3.4.5 : Intégrer les concepts d'éducation relative à l'environnement, de citoyenneté mondiale et de respect des droits de la personne dans les programmes éducatifs.

ÉDUCATION ET COVID

Une nouvelle étude de l'UNESCO révèle que plus de 100 millions d'enfants passeront sous le niveau minimum de compétence en lecture en raison de l'impact des fermetures d'écoles.



Club de lecture au Togo



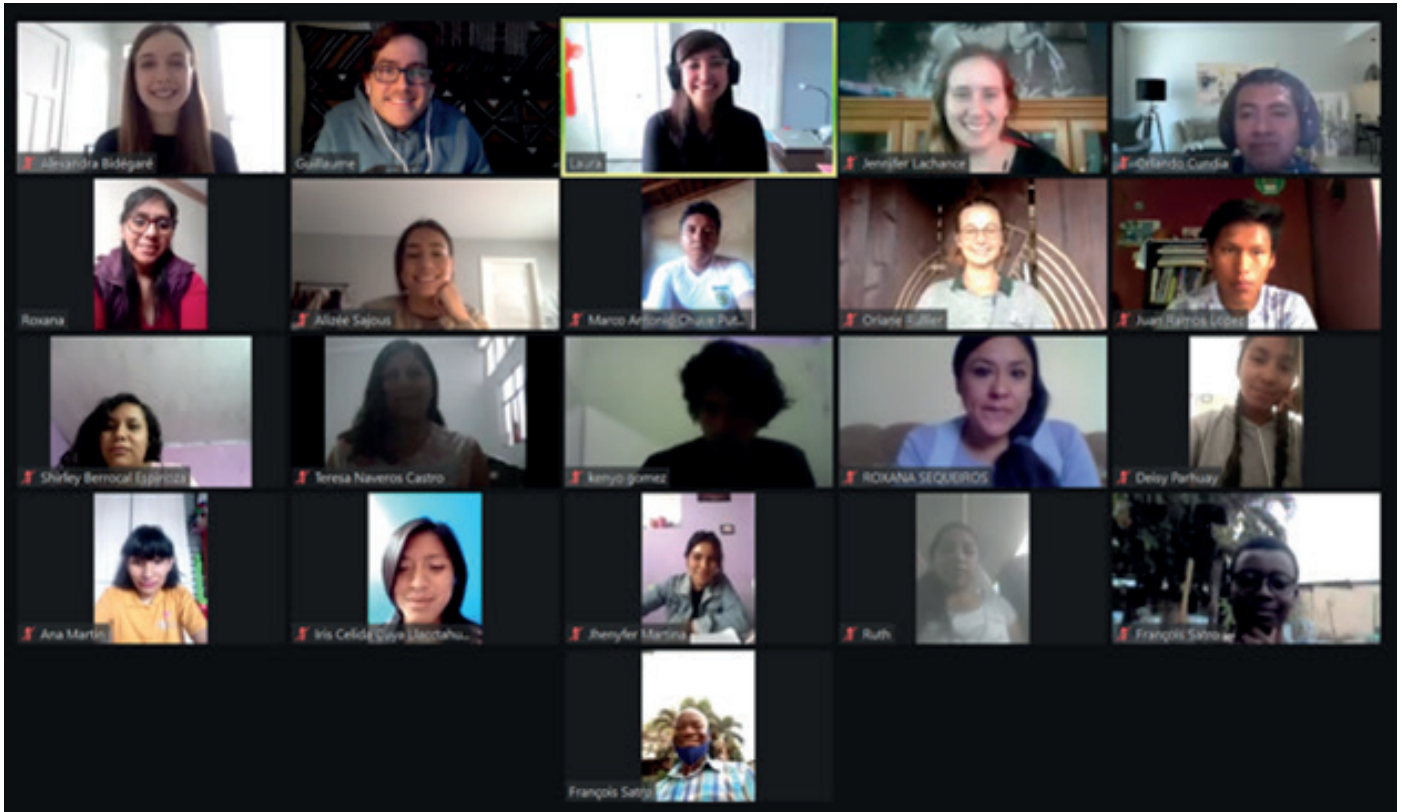
Atelier pour les enfants en Bolivie



Éducation et sensibilisation dans les écoles au Québec



Émissions de radio de sensibilisation au Togo



Malgré les frontières, les barrières de la langue ou d'accès à une bonne connexion, les jeunes se sont montrés intéressés à s'impliquer dans ce projet de solidarité internationale en étant présent à chacune de rencontres du projet.

Le CRÉDIL

Comprendre ailleurs pour agir ici !

Le Comité régional d'éducation pour le développement international de Lanaudière, mieux connu sous son acronyme CRÉDIL, est un organisme communautaire à but non lucratif qui existe depuis 1976. Le CRÉDIL est un organisme voué à la solidarité internationale qui accomplit sa mission par le biais de trois axes d'intervention : l'éducation à la citoyenneté mondiale, la réalisation de projets et de stages internationaux et l'accompagnement des nouveaux arrivants.

Le CRÉDIL intervient dans Lanaudière pour la promotion des droits humains, le développement durable et équitable ainsi que pour le rapprochement entre les peuples de toutes origines.

Le CRÉDIL contribue dans la région de Lanaudière à une plus grande analyse des enjeux internationaux et permet à travers son action, une meilleure compréhension des interrelations qui existent entre les pays du Nord et du Sud.

En prenant la solidarité comme axe de référence, le CRÉDIL œuvre pour un développement durable et équitable de l'humanité en favorisant l'engagement de la population dans tout développement.

Cette Déclaration a été rédigée à la suite de la tenue des Forums internationaux des jeunes du CRÉDIL, un projet réalisé dans le cadre du Programme de soutien aux organismes de coopération internationale (PSOCI) financé par le gouvernement du Québec.

Québec 

 CRÉDIL